

Entre Pologne et Biélorussie, l'enfer des migrants

Des centaines de réfugiés errent dans la forêt, dans la peur des refoulements et sous la menace des gardes-frontières

REPORTAGE

BIALYSTOK, HAINOWKA (POLOGNE) - envoyé spécial

Ajar tourne en rond dans la cour d'un centre d'hébergement pour sans-abri, dans le centre de Białystok, une ville polonaise située à 50 kilomètres de la Biélorussie. « Vous devez aller à la frontière, il se passe des choses terribles là-bas. Beaucoup de gens souffrent et ont besoin d'aide. Vous devez les aider ! », supplie ce Kurde syrien de 36 ans. Vêtements soignés et barbe carrée minutieusement taillée, il enchaîne les cigarettes et les coups de téléphone.

Avec sa femme et leurs deux enfants de 5 et 10 ans, ils ont conscience de faire partie des chancés : l'infime minorité de migrants qui a réussi à passer entre les mailles du filet d'une frontière que certains réseaux sociaux arabes commencent à décrire comme « plus difficile » que la voie par la Méditerranée.

Depuis que le régime d'Alexandre Loukachenko a organisé, au milieu de l'été, une filière de transfert de migrants du Proche-Orient et d'Afrique via Minsk, la capitale biélorusse, la pression migratoire sur les frontières polonaises et lituanaises ne cesse de croître. Les deux pays, ainsi que les autorités européennes, parlent de « guerre hybride » menée contre l'Union européenne (UE).

« Nous avons conscience d'être des pions dans une guerre politique. Mais nous préférons cette guerre-là, entre deux pays, à la vraie guerre, entre les balles », soupire Ajar. Ce commerçant, ancien professeur de psychologie à l'université d'Alep (Syrie), parfaitement anglophone, est parti trois semaines plus tôt de Kameshli, à la frontière turco-syrienne. Les réseaux sociaux regorgeaient alors de propositions pour rejoindre l'UE via la Biélorussie. Le voyage jusqu'à Minsk lui aura coûté, par l'intermédiaire d'une agence, 4 000 dollars américains (3450 euros) par personne.

Son vol en partance d'Erbil, la capitale du Kurdistan irakien, via Dubaï (Emirats arabes unis) était plein « à 95 % » de personnes dans sa situation. « Une fois arrivés à Minsk, on nous a pris en charge et placés dans un hôtel » Tous ont ensuite rejoint la frontière en taxi. Après trois jours d'attente avec sa famille, il a décidé de faire appel à des passeurs biélorusses. « Dans un camion de type militaire, ils nous ont emmenés à une rivière, où ils nous ont fait passer en bateau. S'ensuit une marche de plus de dix heures, à travers des marécages, avec l'aide du localisateur GPS de son téléphone.

« La forêt est pleine d'hommes, de familles, d'enfants. Certains y passent plus de deux semaines,



Des réfugiés sont escortés par des gardes-frontières, dans la région polonaise de Podlachie, près de la frontière biélorusse, le 10 octobre. JEDRZEJ NOWICKI POUR « LE MONDE »



sans réserve d'eau ni de nourriture. Les gardes biélorusses les forcent à passer la frontière puis les Polonais les refoulent. Ils sont coincés. Les températures, la nuit, avoisinent désormais 0 °C, et rares sont les migrants qui étaient prêts à affronter les forêts de Podlachie, aussi épaisses qu'humides, où le soleil est rare et le ciel est lourd.

Profondément traumatisée, la famille d'Ajar a été recueillie par les gardes-frontières polonais sur le bord d'une autoroute, puis, après une nuit au poste, transportée dans le centre d'hébergement.

« Les autorités m'ont dit que ce sont mes papiers syriens qui ont fait la différence. »

Très peu ont cette chance : indépendamment de leur nationalité, plus de 90 % des personnes arrêtées sont renvoyées à la frontière par camion et laissées en pleine forêt. Des « pushback » (refoulements) illégaux au regard du droit international, mais largement pratiqués aux frontières de l'UE, et autorisés par une loi votée par le Parlement polonais le 14 octobre. Les gardes-frontières polonais recensent entre 500 et 900 tentatives de passage par jour. Certains migrants sont repoussés sept ou huit fois de suite, car ils ne peuvent revenir en Biélorussie. Selon des témoignages, les gardes biélorusses vont jusqu'à menacer d'ouvrir le feu.

Construction d'un mur

« Nous incitons les personnes à déposer des demandes d'asile en Pologne, mais elles refusent, affirme le directeur du centre d'hébergement de Białystok, qui a requis la discrétion. Personne ne veut rester ici. La plupart des personnes s'échappent au bout de quelques jours. » La nuit précé-

dente, dix-sept ont laissé leurs lits vides. Ajar, lui, reste évasif sur ses projets ; il dit avoir de la famille en Allemagne, arrivée durant les premières vagues migratoires.

Sur la route qui mène de Białystok à la frontière, des fourgons aux immatriculations allemandes, remplis de réfugiés, sont régulièrement arrêtés par la police. Il s'agit aussi bien de réseaux de passeurs que de familles venues chercher leurs proches. Des groupes errant au bord des routes sont rapidement arrêtés par des gardes-frontières polonais encagoulés. Omniprésents, des camions militaires et des engins de chantier transportent fils barbelés et béton pour la construction d'un mur, que Varsovie veut inspirer « des modèles grec ou hongrois ».

Côté polonais, les territoires longeant la frontière avec la Biélorussie sur 400 kilomètres sont devenus depuis début septembre une zone de non-droit, où ni les ONG ni les médias n'ont le droit d'accès. Pour combler ce vide, un réseau d'une dizaine d'organisations d'aide aux migrants, le Groupe frontière, se mobilise pour apporter les premiers soins aux réfugiés qui se trouvent en

« Avec les températures qui tombent, nous redoutons une hécatombe »

IWO LOS
porte-parole du Groupe
frontière

dehors de la zone interdite. « Nous sommes dans une situation de crise humanitaire ici, alerte Iwo Los, porte-parole du Groupe frontière. Les autorités polonaises doivent au plus vite permettre aux ONG internationales d'investir ce terrain. Nos moyens sont limités. Avec les températures qui tombent, nous redoutons une hécatombe. Le bilan officiel de six morts [depuis ces dernières semaines] est sous-évalué. »

Les groupes de réfugiés envoient aux organisations, dont ils ont obtenu le contact par le biais de forums, leur localisation sur Google Maps. Les activistes se rendent alors au plus vite sur place, apportant vêtements, nourriture, boissons, kits de survie, et, parmi les plus précieux ustensiles, des batteries pour recharger leurs téléphones. « Après des passeurs biélorusses, recharger son téléphone coûte 50 dollars [43 euros] ; 15 % de batterie coûte 15 dollars. Or sans localisation GPS, difficile de survivre », précise Iwo Los.

Sentiment d'impuissance

« Nous recevons sans cesse des messages de détresse : "Aidez-nous, nous mourons !" » Les activistes doivent alors marcher parfois plus de trois heures en forêt, sans lumière, en évitant les gardes-frontières. « Nous tentons de faire signer aux réfugiés des procurations pour les représenter légalement dans leur demande d'asile. Mais ces documents sont systématiquement ignorés par les autorités, et les personnes sont déportées », s'indigne-t-il. Les activistes vantent en revanche de profonds élan de solidarité des populations locales.

Anna Alboth, de l'organisation Minority Rights Group, a une

solide expérience dans l'aide aux réfugiés, en Grèce, en Turquie et sur la route des Balkans. Elle patrouille le long de la frontière dans son 4 x 4 en attente d'une alerte. Soudain, une « punaise » Google Maps apparaît. Depuis leur base, ses collègues lui envoient les informations essentielles : « Huit femmes, Congo et Niger, dont trois mineures. Besoin de nourriture, d'habits et de chaussures de rechange. » Ce matin-là, il a plu abondamment. Il fait 3 °C et l'atmosphère est brumeuse.

Deux heures de route plus tard, après un plein de denrées et de casseroles chaudes, elle et ses collègues arrivent sur place. Si les habits secs et la nourriture chaude font du bien, c'est un sentiment de profonde impuissance et de consternation qui domine.

« Aidez-nous, emmenez-nous à la gare ou dans un centre, n'importe où ! », supplient les femmes. Elles ont passé quatre nuits dans la forêt, et étaient persuadées, à présent, d'être sauvées. « Je suis désolée, à part cette aide, nous ne pouvons rien faire », répond Anna Alboth. Nous pourrions finir en prison pour trafic. »

« Vous avez deux choix, continue-t-elle. Soit vous signez des procurations pour demande d'asile, mais nous devons alors appeler les autorités, et vous avez 90 % de chances d'être déportées. Soit vous tentez votre chance toutes seules, plus loin. » Les femmes fondent en larmes. « On nous avait promis la France, la Belgique. Personne ne nous a dit que ça allait être si dur. » Elles décideront de poursuivre leur chemin, malgré la tombée de la nuit.

« J'ai tellement vu de personnes se faire expulser après avoir signé une procuration, que je n'insiste pas », se désole Anna Alboth. Selon elle, dans ce jeu infernal entre les gardes biélorusses et polonais, le scénario le plus probable est la création d'un camp de réfugiés dans le no man's land d'une quarantaine de mètres de large entre les deux frontières. Mais l'automne se fait rude, et le temps presse. ■

JAKUB IWANIUK

En Pologne, une zone de non-droit sous couvert d'état d'urgence

C'EST UNE VÉRITABLE ZONE de non-droit, inédite au sein de l'Union européenne : le long de la frontière polono-biélorusse, sur près de 400 kilomètres, les autorités polonaises ont instauré l'état d'urgence, le 2 septembre, et l'ont prolongé jusqu'en décembre. Avec l'état de catastrophe naturelle et l'état de guerre, il s'agit de l'un des trois états d'exception autorisant d'importantes restrictions aux libertés et aux droits civiques.

Dès que de la crise migratoire déclenchée par le régime biélorusse a atteint la Pologne, et que les premières images de drames à la frontière ont commencé à émuvoier l'opinion publique, la mesure a été votée en un temps record. Depuis, ni les médias, ni les ONG, ni toute autre institution de contrôle n'ont accès à cette zone, qui regroupe 183 communes rurales, créant un véritable trou noir informationnel et humanitaire. Seuls les habitants et les agents des services publics peuvent y accéder. « C'est une sorte

de censure préventive exercée sur les médias, dénonce Maciej Piasecki, journaliste du site d'investigation OKO.press, qui a passé plusieurs semaines sur place. La volonté du gouvernement est d'empêcher toute information fiable de sortir de la zone. Il est impossible de vérifier les informations ou les vidéos qui nous parviennent. »

« Crise humanitaire »

Et les entorses à ce régime d'exception peuvent coûter cher. Fin septembre, la journaliste de la chaîne Arte Ulrike Dässler, son caméraman et son accompagnatrice, entrés dans la zone « par inadvertance », ont été arrêtés et placés en garde à vue avant d'être présentés, menottés, devant un juge. Leur matériel vidéo leur a été confisqué, avant de leur être rendu. L'équipe s'en est sortie avec une réprimande.

« C'est une zone hors la loi, où les forces de l'ordre font ce qu'elles veulent, dénonce

pour sa part Anna Dabrowska, de l'association d'aide aux minorités Homo Faber. Elle sert à cacher les refoulements brutaux et illégaux des gardes-frontières, et empêche l'accès des ONG internationales, dans une situation de crise humanitaire. » La plupart des juristes, dont ceux de la Fondation Helsinki pour les droits de l'homme, soutiennent que l'instauration de l'état d'urgence, dans la situation actuelle, n'est en rien justifiée.

La mesure ne pouvant être instaurée plus de 150 jours, le gouvernement semble avoir trouvé une parade pour empêcher l'accès à la frontière au-delà du mois de décembre. En vue de la construction d'un mur le long de la frontière, un projet de loi spéciale précise que cette zone ne pourra être approchée à moins de 200 mètres en raison de la mise en place d'une « infrastructure de nature stratégique ». ■

J.T.W. (HAINOWKA [POLOGNE], ENVOYÉ SPÉCIAL)